

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée. » V. HUGO

N° 1226

JUIN 2022

SOMMAIRE

• RÉFLEXIONS

page 2 *Du productivisme au consumérisme, toujours le capitalisme*

Guy ÉVRARD nourrit l'idée que les idéaux sociaux et écologiques doivent œuvrer de concert face à l'idéologie de la croissance.

• DOSSIER: ACTUALITÉ ET HISTOIRE – L'UKRAINE

page 6 *Opinion sur russe*

François CHATEL, après une plongée dans l'histoire ukrainienne, déplore que notre système économique amène toujours aux mêmes situations de conflits, servant d'une manière ou d'une autre les pouvoirs en place.

• COURRIER DES LECTEURS

page 14



Guy Évrard nous livre ses interrogations sur l'orientation que va pouvoir prendre notre société. Va-t-elle choisir un retour à l'intégration dans son écosystème, ou continuer la fuite en avant dans sa quête de croissance ?

Du productivisme au consumérisme, toujours le capitalisme

Un article de Jean-Claude Mairal, président du conseil de développement du pays Vichy-Auvergne, paru dans l'Humanité des débats du 26 novembre 2021, et intitulé « *Une révolution à bas bruit, mais qui fait mal!* »⁽¹⁾, m'incite à revenir sur la nécessaire convergence des luttes face aux défis écologiques et pour le progrès social, avec l'objectif de dépasser le capitalisme⁽²⁾. Une analyse qui semble peu à peu admise, mais ne l'est pas en réalité, au fond de bien des consciences militantes. Ce qui explique certainement l'impossible mobilisation commune entre formations de gauche et écologistes, même à l'approche d'une échéance politique majeure dans le cadre de nos institutions actuelles⁽³⁾.

S'appuyant sur deux ouvrages de l'analyste d'opinion et politologue Jérôme Fourquet⁽⁴⁾⁽⁵⁾, Jean-Claude Mairal cite : « *Nous sommes passés en quarante ans d'une économie de production à une économie de consommation et de services. De l'intérêt général à l'individualisme; de l'engagement et de la responsabilité à la victimisation; de l'universalisme à la française à l'américanisation de la pensée; de la fierté vis-à-vis de nos scientifiques et de la recherche française au refus du progrès scientifique et technologique; de la croissance à l'idéologie de la décroissance; du progrès au principe de précaution pour tout et d'ouverture du parapluie; d'un regard positif sur l'avenir à*

la peur du lendemain; de la réalité d'aujourd'hui et de ses contradictions à la nostalgie d'un passé magnifié; de la confiance à un pessimisme majoritaire ». Cette perception d'un déclin contribue à en appréhender les causes et à entrevoir les voies d'un nouvel avenir, sans doute un peu différentes de celles que suggère le texte de Jean-Claude Mairal.

D'UNE ÉCONOMIE DE PRODUCTION À UNE ÉCONOMIE DE CONSOMMATION

Le constat, repris deux fois après la citation, est bien la marque de l'évolution socio-économique de la société occidentale, sous l'emprise du capitalisme, depuis la seconde guerre mondiale. La guerre a détruit de l'immobilier, des infrastructures et du capital industriel. En Europe, la reconstruction est une aubaine pour ceux qui ont conservé des moyens financiers. C'est donc une économie de production qui se met en place, avec le concours du plan Marshall américain, pilotée par les États, et répondant aux besoins des populations. Certes, en France, le programme « *Les Jours heureux* » du CNR (Conseil National de la Résistance)⁽⁶⁾, déployé dès la Libération, va réduire ou spolier les profits du capital privé. Le temps de se rendre de nouveau présentable, après la collaboration durant la guerre, le grand

⁽¹⁾ Jean-Claude Mairal, « *Une révolution à bas bruit mais qui fait mal!* », L'Humanité des débats, 26-28 novembre 2021, p.17.

⁽²⁾ Guy Évrard, « Biodiversité, climat et question sociale », La Grande Relève, N°1224, janvier 2022, p.2.

⁽³⁾ NDLR : Cet article, écrit avant la mise en place des coalitions pour les élections législatives, continue d'interroger sur la viabilité de ces alliances après les élections.

⁽⁴⁾ Jérôme Fourquet, « *L'archipel français* », éd. Seuil, Documents, 2019.

⁽⁵⁾ Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, « *La France sous nos yeux* », éd. Seuil, Sciences humaines, 2021.

⁽⁶⁾ https://fr.wikipedia.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance

patronat n'aura de cesse, dans les années puis les décennies qui suivent, de détricoter les *conquis* sociaux, les derniers arrivant à passer datant de 1968 et 1981-1982, et la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine en 2000.

Outre la revanche de classe, la décolonisation aux lendemains de la guerre (1945-1962), le premier choc pétrolier (1973) et la fin des «*trente glorieuses*» (1945-1975) terminent en France une période de profitabilité élevée du capital, accompagnant une forte croissance de la productivité. Une nouvelle stratégie du capitalisme va se mettre en place à l'échelle mondiale, via la «*révolution conservatrice*» impulsée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher à partir des années 1980, afin de renouer avec une hausse des taux de profit. Pour réduire les coûts de production, les groupes industriels délocalisent les usines dans les pays à bas coût de main d'œuvre. En France, comme le souligne Jean-Claude Mairal, le pouvoir d'achat des salariés n'est plus assuré par le niveau des salaires mais par les prix bas des produits importés, qui entrent en concurrence avec les productions nationales. Le consumérisme se fonde alors sur trois piliers : bas coût d'une production externalisée, grande distribution et débauche publicitaire. Une expérience personnelle, qui remonte aux années 1970, témoigne de cette mutation : dans la grande entreprise industrielle où je travaillais, des acteurs du service marketing nous révélèrent *en aparté* que la stratégie de développement et donc de communication de l'entreprise reposait désormais sur le consumérisme. Je ne mesurais pas pleinement à l'époque le sens et les implications de cette stratégie.

Nous étions bien passés d'une économie de production, destinée d'abord à satisfaire de vrais besoins, mais qui tendait à dériver vers le productivisme (par exemple l'extraction du charbon, la construction automobile, l'agriculture...), à une économie de consommation, suivant une même logique, assurer la profitabilité du capital, avec la complicité de l'État. Le dogme libéral de *l'économie de marché* se déployait à l'échelle mondiale, sans plus se soucier de répondre équitablement à de réels besoins de la population, ni de structurer l'appareil productif du pays. À cette logique s'ajoute, comme le rappelle également Jean-Claude Mairal, la volonté d'éclater les grandes



Manifestation durant la grève des mineurs en 1984, Royaume-Uni.
(© Nick, 2008, Flickr)

concentrations ouvrières, qui favorisaient l'émergence de puissantes luttes sociales (1936, 1968). Dans les années 1960, on s'empressa d'ailleurs de développer le tout pétrole aussi pour ne plus être «*à la merci*» des luttes des mineurs de charbon (grandes grèves de 1947, 1948 et 1963), qui avaient su mobiliser la solidarité citoyenne, après leur engagement massif pour le redressement du pays à la sortie de la guerre. Notons qu'en se substituant à l'économie de production, le consumérisme n'efface pas le productivisme mais s'y superpose ou le déplace.

PROGRÈS TECHNIQUES OU FUITE EN AVANT CAPITALISTE ?

La concurrence internationale et la course à la puissance favorisent sans doute la recherche et l'innovation, d'abord militaires mais aussi dans l'économie civile, puisque conquérir des marchés alimente le moteur du capitalisme. Mais il ne s'agit guère alors de contribuer au bonheur humain, la théorie du ruissellement n'étant qu'un avatar occasionnel. À ce petit jeu, la France, qui ne peut plus compter sur son empire colonial, perd logiquement quelques places, comparée à de grands pays émergents. C'est par l'intelligence de leurs orientations, leur volonté de cheminer vers un monde meilleur et la mise en place de coopérations internationales appropriées que les chercheurs de notre pays peuvent garder leur rang et il me semble qu'ils y parviennent. À la condition que l'État ne leur rogne pas les ailes dans la recherche publique, et que les grands groupes privés ne sacrifient pas les équipes de recherche sur l'autel des dividendes à court terme pour les actionnaires.

• • • À l'heure où j'écris ces lignes, une fusée Ariane 5 vient de lancer le nouveau télescope spatial James-Webb depuis la base de Kourou. Fruit d'une coopération entre la NASA⁽⁷⁾ et les agences spatiales européenne (ESA⁽⁸⁾, dans laquelle on sait que notre pays tient toute sa place) et canadienne. Selon un commentateur de la NASA: «*Depuis une forêt tropicale jusqu'aux frontières temporelles, James-Webb entame un voyage vers la naissance de l'Univers*», rapporte Le Monde⁽⁹⁾... Autre exemple de la notoriété de chercheurs français: les responsabilités exercées au sein du GIEC⁽¹⁰⁾ par les climatologues Jean Jouzel (coprésident du groupe 1 de 2002 à 2015), Valérie Masson-Delmotte (coprésidente du groupe 1 depuis 2015) et Hervé Le Treut (expert membre du groupe 1), et leur engagement public dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il n'y a pas lieu ici de partager les regrets de Jean-Claude Mairal, «*À Glasgow, aucune trace de l'importance de la recherche scientifique dans la lutte contre le réchauffement climatique*», puisque c'est sur la base des synthèses du GIEC, communiquées aux États et rendues publiques, que les COP (Conférences des parties) délibèrent annuellement, traduisant les rapports de force entre nations, sous la pression des lobbies, et où les organisations non gouvernementales (ONG) tentent de se faire entendre. Dernier exemple: les ingénieurs de notre pays ont su convaincre la communauté internationale de construire sur notre territoire (sur le site du CEA⁽¹¹⁾, à Cadarache) le prototype de tokamak destiné à démontrer sa capacité à fournir de l'énergie grâce à des réactions de fusion nucléaire (projet ITER⁽¹²⁾)⁽¹³⁾. Un réel défi pour l'avenir.

La recherche scientifique, en croisant peut-être davantage sciences dites dures et sciences humaines que par le passé, nous ouvre, me semble-t-il, deux voies opposées vers le futur. La première voie est celle qui nous rappelle que l'humanité est composée d'une nature en équilibre, un équi-

libre certes dynamique mais que l'on ne doit pas rompre au risque de provoquer une catastrophe irréversible. C'est dans cet équilibre que l'homme peut s'épanouir. Son émancipation sera alors collective et d'autant plus pérenne que la biosphère sera attentivement préservée. La seconde voie est prédatrice et fait feu de tout bois, dans le seul but d'aller toujours plus loin dans l'exploitation du travail, des savoirs et des ressources de la nature pour la minorité qui a le pouvoir et rêve d'échapper un jour à la condition terrestre. C'est la voie de la fuite en avant capitaliste, celle que suivent les libertariens, qui flirtent avec le trans-humanisme. N'est-ce pas cette dualité qui rend les citoyens hésitants, face aux progrès scientifiques et techniques, dont ils n'ont pas la maîtrise politique qui pourrait leur redonner confiance, maintenant qu'ils sont davantage avertis de la finitude du monde?

UN PESSIMISME PRÉCURSEUR DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS ?

Non, Jean-Claude Mairal, les mouvements écologistes n'ont pas, *a priori*, «*une approche réactionnaire*», même si on attend parfois qu'ils choisissent leur camp, notamment sur les questions sociales. Et l'écologie n'est pas non plus «*à la mode*», comme je l'ai entendu lors d'un récent débat sur l'immigration⁽¹⁴⁾. La sanctuarisation de la nature peut être une solution momentanée pour sauver des espèces sur un territoire, et l'humanité doit éviter certaines proximités, comme nous le rappelle la pandémie actuelle, car elle partage bien un monde unique, qu'elle doit faire durer. C'est l'approche scientifique qui nourrit aujourd'hui le plus souvent l'argumentation.

Non, la remise en question de la croissance économique (celle du PIB) n'émerge pas davantage de milieux hors du temps. Nous avons souligné, dans un précédent numéro de la Grande

⁽⁷⁾ NASA: Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis.

⁽⁸⁾ ESA: Agence spatiale européenne.

⁽⁹⁾ [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2021/12/25/le-telescope-james-webb-pret-a-etre-lance_6107278_1650684.html?xtor=EPR-32280629-\[a-la-une\]-20211226-\[zone_edito_2_titre_4\]](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2021/12/25/le-telescope-james-webb-pret-a-etre-lance_6107278_1650684.html?xtor=EPR-32280629-[a-la-une]-20211226-[zone_edito_2_titre_4])

⁽¹⁰⁾ GIEC: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

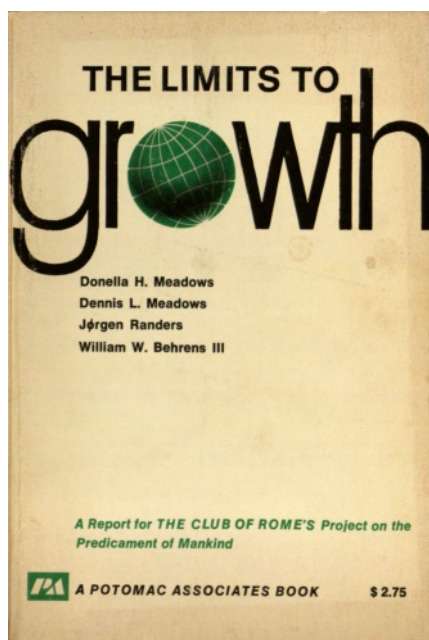
⁽¹¹⁾ CEA: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

⁽¹²⁾ ITER: Réacteur thermonucléaire expérimental international

⁽¹³⁾ De la recherche à l'industrie - La fusion nucléaire pour produire de l'énergie (cea.fr)

⁽¹⁴⁾ Au cours de ce débat sur l'immigration, en novembre 2021, c'est la réponse peu convaincante qui m'a été donnée par l'intervenante, exerçant des responsabilités politiques nationales sur le sujet, alors que je demandais pourquoi il semblait plus difficile d'obtenir des succès en faveur des migrants en se basant sur le droit international existant, alors que les droits de la nature devenaient un outil de lutte efficace et que des victoires juridiques étaient enregistrées dans des contentieux avec les États, condamnant leur inaction face au réchauffement climatique.

Relève⁽¹⁵⁾, cette évidence pour un physicien, « *que la croissance durable n'existe pas!* »⁽¹⁶⁾. Lire le récent ouvrage⁽¹⁷⁾ (en bande dessinée) de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici peut aider à s'en convaincre. En rappelant également que l'alerte avait été lancée à la face du monde dès 1972 par le rapport Meadows⁽¹⁸⁾, commandé par le Club de Rome, une institution éminemment libérale prenant soudain conscience de la fragilité d'un des fondements du capitalisme, qui ne saurait donc être un ressort pour un nouvel avenir.



Rapport Meadows: Les limites à la croissance

Dans la bataille idéologique, le libéralisme oppose volontiers l'individualisme de la liberté d'entreprendre et de jouir sans entrave de biens matériels dans une société de compétiteurs prenant des risques, à l'initiative individuelle au service d'une solidarité collective dans une société apaisée de justice sociale. Dans cette croisade, la prise en mains des médias et d'une certaine production culturelle, longtemps miroir de l'Amérique du Nord, par les puissances financières, est évidemment une arme redoutable. Mise en avant, la culture du risque est assez représentative de

l'opposition des valeurs. Si le risque est l'affaire de chacun, une composante de la liberté individuelle, c'est aussi une valeur sûre du libéralisme lorsqu'il devient une marchandise, dont le prix grimpe avec la probabilité avérée de l'accident, par exemple via un événement du type Fukushima. Mais de quel droit fait-on prendre des risques à l'humanité et à la Terre entière? Ainsi, ne jouons pas aux apprentis sorciers en envisageant la géo-ingénierie afin de réduire le réchauffement climatique. Jean-Claude Mairal ne l'envisage pas explicitement mais il attend de la science et de la technologie qu'elles nous sauvent de nos excès. C'est justement le droit qui peut arbitrer, par exemple au moyen du principe de précaution, ou grâce aux lanceurs d'alerte, qui ont tant de mal à valoriser leur action au bénéfice de la société.

Une confiance profonde des citoyens en l'avenir doit s'appuyer sur leur implication collective dans la marche du monde, à rebours de l'idéologie libérale qui recherche toujours un champion qui saura verrouiller le débat politique. Pour conclure ici, citons un article de l'hebdomadaire *Politis*, publié au terme d'une collecte sauvant le journal de la cessation de paiement: « *Dans la bataille culturelle qui se joue, nous voulons contribuer à reprendre l'offensive pour dire quelle société nous voulons construire et comment. L'urgence démocratique, écologique et sociale nous oblige. L'heure n'est plus à débattre de la nécessité de bifurquer, mais à construire des espaces pour accélérer les changements nécessaires. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'avenir possible sans rupture franche avec le productivisme, le consumérisme, les logiques prédatrices, et donc avec le capitalisme. Qu'il n'y a pas d'avenir possible sans prise en charge radicale et immédiate du péril écologique, sans partage des richesses, sans sortie du patriarcat, sans dénonciation inconditionnelle de toute forme de racisme* »⁽¹⁹⁾. La Grande Relève ne s'inscrit-elle pas dans ce même objectif?

Guy ÉVRARD

⁽¹⁵⁾ Guy Évrard, « *Science et vision politique pour tracer le chemin* », *La Grande Relève*, N°1223, octobre 2021, p.4.

⁽¹⁶⁾ Philippe Pajot, « *Exponentielle et adaptation* », *La Recherche*, N°566, Juillet/Septembre 2021, p.3. Référence à une présentation de l'astrophysicien Aurélien Crida, lors des Journées de la Société française d'astronomie et d'astrophysique, le 8 juin 2021.

⁽¹⁷⁾ Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain, « *Le monde sans fin* », éd. Dargaud, 2021.

⁽¹⁸⁾ Une analyse de ce rapport "The limits to growth" (les limites à la croissance) est proposée par Jean-Marc Jancovici: <https://jancovici.com/recension-de-lectures/societes/rapport-du-club-de-rome-the-limits-of-growth-1972/>

⁽¹⁹⁾ Le billet d'Agnès Rousseaux (directrice de l'hebdomadaire), *Politis*, le 05 janvier 2022. — <https://www.politis.fr/articles/2022/01/campagne-de-dons-un-immense-merci-43928/>

L'actualité de la guerre en Ukraine met en relief la difficulté de l'accès à l'information posée et raisonnée, de façon traditionnelle en situation de guerre, mais accentuée de nos jours par les concentrations de pouvoirs financier et politique.

Opinion sur russe

Depuis les conflits incroyablement meurtriers du XX^e siècle, le recours à la guerre paraît inconcevable. Et pourtant il n'y a pas eu une année paisible sur la planète. Ça et là, la parole est donnée aux armes, décision prise généralement par des dirigeants à la solde des possédants à l'insu des populations civiles qui pourtant en sont les principales victimes. Aujourd'hui nous, français, sommes témoins effarés du conflit armé opposant l'Ukraine à la Russie. De nouveau, après celle adoptée dans la pandémie de covid-19, une parole unique est déterminée et divulguée à l'unisson ou presque par l'ensemble des "influenceurs" que sont nos dirigeants, les médias, les experts occidentaux, etc. Suivez les guides et obéissez, sinon...

Même si chacun de nous n'est pas politologue ou historien, ou les deux, en temps que citoyen nous revendiquons le besoin de forger notre opinion personnelle sur les causes, la situation présente, les conséquences et les risques à propos de ce conflit regrettable, le tout libéré des passions, de l'émotion, des informations divulguées par les moyens d'informations d'opinion unilatérale et tendancieuse. La censure infligée à des chaînes d'information internationale comme RT France et Sputnik, montre à quel point la capacité de construire sa propre opinion est déniée à tout citoyen. Celui-ci est considéré depuis 2005 tel un enfant mentalement fragile et devant être protégé des risques de perversités traumatisantes, alors que la confiance est totalement accordée aux médias *mainstream* détenus par des milliardaires qui pourtant imposent une vision étroite et partisane des événements et des orientations politico-économiques mondiales.

Le but poursuivi par la Grande Relève consiste à proposer sur le sujet une information parmi d'autres qui permette au lecteur de se forger son opinion libérée du parti-pris délivré à haute dose, en bouillie informationnelle indigeste et même injurieuse pour tout esprit qui se veut éclairé.

QUE RACONTE L'HISTOIRE ?

Si l'Ukraine et la Russie occidentale sont réunies à partir du IX^e siècle au sein d'une princi-

pauté slave orientale appelée la Rus' de Kiev fondée à l'origine par les Varègues, vikings originaires de Suède, leurs développements et leurs rayonnements ont suivi des routes bien différentes. Kiev, sur la route commerciale du fleuve Dniepr vers Constantinople, en est devenu rapidement la capitale. Le christianisme grec y est introduit et ensuite imposé par Vladimir 1^{er} (980-1015), considéré comme le véritable fondateur de l'empire de Kiev qui a connu son apogée au XI^e siècle, à partir duquel des divisions successorales l'ont affaibli et morcellé, si bien qu'en 1240 il a subi l'invasion et la destruction par les mongols. Son influence s'est éteinte alors durant plusieurs siècles. C'est depuis cette période que les slaves orientaux sont divisés entre trois nations, qui correspondent à l'heure actuelle à la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, et c'est grâce à la destruction totale du Rus' que la principauté de Moscou a pu prendre son essor.

En effet, l'extension de la population slave vers le nord-est permet à de nombreuses villes et principautés nouvelles de naître, parmi lesquelles Moscou en 1147. La ville prospère et devient une principauté à son tour, la Moscovie, en 1276, car elle bénéficie, en tant que principale collaboratrice



Fragment de la fresque de la cathédrale de Vladimir de Kiev, *Baptême du Saint Prince Vladimir*, Viktor Mikhaïlovitch Vasnetsov (1848-1926). (wikimedia common)

de la Horde d'or — cet immense empire créé par les Mongols — d'une protection contre les pillards qui ravagent périodiquement les autres principautés. Cette sécurité attire la noblesse qui s'installe sur les terres contrôlées par Moscou, qui devient même le siège de l'Église orthodoxe.

Au milieu du XIII^e siècle, alors que les Chevaliers teutoniques menacent de conquérir la Russie avec l'intention manifeste de la convertir à l'Église latine, Alexandre Nevski, prince de Novgorod conclut une trêve avec la Horde d'or, et porte tous ses efforts sur le front occidental. Aujourd'hui encore, le peuple russe et l'Église russe honorent en lui sa clairvoyance politique et militaire.

Du XIII^e au XVI^e siècle, la Moscovie, dirigée par des princes habiles, annexe progressivement toutes les autres principautés jusqu'au règne d'Ivan III, où Moscou devient la capitale du plus grand pays de l'Europe orientale, dont la superficie est passée de 430 000 à 2 millions de kilomètres carrés.

En parallèle, au déclin des Khazars, qui occupaient un vaste territoire qui engloberait aujourd'hui le sud de la Russie, le Kazakhstan occidental, l'Ukraine orientale, la Crimée, l'est des Carpates, ainsi que plusieurs autres régions de Transcaucasie telles l'Azerbaïdjan et la Géorgie, les Cosaques prennent progressivement leur place. Plusieurs thèses défendent que les juifs de l'est de l'Europe seraient des descendants des Khazars, la plupart convertis au judaïsme. Le terme "cosaque" désigne davantage une fonction de guerrier plutôt qu'une ethnie ou un peuple. C'est un "homme libre", "sans attaches", nomade ou mercenaire, soldat ou garde indépendant.

À partir du milieu du XV^e siècle, les Cosaques slaves se multiplient entre Don et Volga, et autour du Dniepr, ainsi qu'en Ukraine actuelle. Ils sont réunis en bandes (starchines) louant leurs services aux nations limitrophes moscovite, lituanienne, polonaise ou moldave, tout en commerçant avec les génois de la mer Noire qui leur vendent des armes. Par la suite, ces bandes d'aventuriers accueillent les nombreux fugitifs des États voisins, dont certains arrivaient par familles entières pour échapper au servage, aux lourds impôts ou aux guerres. Ces Cosaques réunis désormais en communautés permettent aux empires de se prémunir des pillages des Tatars, peuple des rives de la Volga s'étant allié aux Mongols. Ils aident Ivan IV le terrible, premier prince à se faire désigner sous le titre de tsar (dérivé de César), à conquérir un vaste territoire jusqu'à l'Oural.

Faute d'héritiers, le *Zemski Sobor* (assemblée représentative), désigne finalement en 1613 Michel I^{er} Fiodorovitch Romanov comme successeur des tsars. Cette lignée perdurera jusqu'à la révolution de 1917.

De 1363 à 1667, Kiev fait partie de l'Union de Pologne-Lituanie, ou République des Deux Nations à partir de 1569. À la fin du XV^e siècle, Kiev adopte le droit de Magdebourg qui assure l'autonomie administrative de la ville. En 1648, le hetman — commandant en chef des armées — cosaque Bogdan Khmel'nitski fait une entrée triomphale dans Kiev et cherche à créer un État ukrainien indépendant. Pendant cette période, de nombreux pogroms ont lieu en Ukraine. Ces massacres touchèrent les Polonais, les Uniates ainsi que les juifs (50 à 100 000 victimes) qui servaient d'intermédiaires économiques entre la classe dirigeante et les paysans. Mais par la suite Khmel'nitski se retrouve en difficulté dans les combats qu'il mène contre la puissante armée polonaise et il conclut en 1654 une alliance avec le tsar Alexis 1^{er} de Moscovie, qui place l'Ukraine sous sa protection. Finalement en 1667 la trêve d'Androusovo confirme la suzeraineté de Moscou sur la rive gauche du Dniepr tandis que la rive droite continue de faire partie de la Pologne. Kiev, bien que située sur la rive droite, est placée sous le protectorat de la Russie.

En 1793 le deuxième partage de la Pologne permet à la tsarine Catherine II d'annexer l'ensemble de l'Ukraine dans l'Empire russe.

En 1834 la première université créée à Kiev devient un des foyers du nationalisme ukrainien. L'arrivée de migrants russes, les actions de l'administration impériale et la modernisation contribuent à russifier la ville. Son économie connaît une croissance importante grâce aux exportations de céréales. À Kiev, des usines modernes sont construites, qui produisent du tabac, des tissus textiles, du cuir et de la bière. À la fin des années 1860, Kiev est relié par le chemin de fer à Moscou et à Odessa, port qui fournit un débouché sur la Mer Noire.

Au début du XX^e siècle, le 11 février 1900, est fondé le Parti Révolutionnaire Ukrainien (RUP) dont le principal objectif est la révolution et l'indépendance de l'Ukraine.

À ce stade de l'histoire, l'Ukraine est en fait formée de trois régions en raison de leurs différentes influences culturelles suivant les fluctuations territoriales au cours de l'histoire. L'ouest et principalement la Galicie a été tout d'abord annexée par la Pologne et la Lituanie puis par l'Autriche, rattachées à l'Église catholique. L'influence autrichienne fut importante quant à la gestion administrative de la production et du commerce, qui permit l'enrichissement de certaines villes et notamment Lviv où résidait l'administration centrale, avec en plus le développement de l'industrie pétrolière en Galicie orientale. Le centre, autour de Kiev, multi ethnique, a reçu les influences successives de la Lituanie, de la Po- ● ● ●

- • • logne, des Cosaques zaporogues et enfin de la Russie. L'essor industriel et commercial autour de Kiev contribuent encore à accroître le rôle de Kiev en tant que centre industriel, commercial et administratif, ce qui par l'arrivée d'une importante population russe, impose la russification de cette région. Enfin, la partie sud et est a connu des influences différentes, d'abord des Tatars, puis des Cosaques du Don et enfin de l'empire russe. L'exploitation de la houille et du sel gemme dès le début du ^{xx}^e siècle provoqua une forte arrivée de colons russes (près de 30% de la population du Donbass) se mêlant aux Grecs, aux juifs, aux Allemands et aux Tatars (entre 20 et 30% de la population) et au reste d'Ukrainiens.

Malgré les différences ethniques et historiques, l'idée commune aux trois régions reste l'indépendance ou l'autodétermination. À l'ouest, il s'agit d'un fort sentiment national érigé par les intellectuels. Au sud et à l'est, l'esprit cosaque est imprégné et il y souffle un vent de liberté propre à ce "peuple". Le reste du pays reste indépendant mais partagé quant à une alliance de soutien.

GUERRES MONDIALES ET STALINISME

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET RÉVOLUTION RUSSE

Suite à la révolution russe qui voit la chute du tsar, et profitant de la crise politique et militaire en Russie, les Ukrainiens déclarent leur autonomie dès le 17 mars 1917, et le 20 novembre la Rada centrale (parlement) proclame la République Populaire Ukrainienne avec pour capitale Kiev, en déclarant son indépendance le 22 janvier 1918.

Cependant, les troupes bolchéviques s'emparent de Kiev le 9 février 1918 et mènent une répression brutale contre les habitants. Réfugiée à Jitomir, la Rada se tourne alors vers l'armée allemande, qui par l'opération Faustschlag (en allemand : «Coup de poing») occupe Kiev et la plus grande partie de l'Ukraine du 18 février au 3 mars 1918.

Le traité de Brest-Litovsk signé par Lénine le 3 mars 1918, met fin au conflit entre l'Allemagne et la Russie qui doit reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Rentrée à Kiev, la Rada ratifie le traité, mais un coup d'État, mené par le monarchiste Pavlo Skoropadsky, avec le soutien des Allemands ayant besoin de blé et de matières premières, met un terme à la République populaire ukrainienne au profit d'un «État ukrainien». Suite à la défaite de l'Allemagne vaincue par les Alliés en novembre 1918, un soulèvement mené par Symon Petlioura restaure la République populaire ukrainienne.

⁽¹⁾ François Chatel, *la Makhnovtchina, La Grande Relève*, N°1204, janvier 2019.

Or, à la conférence de la paix de 1919, l'Ukraine se retrouve partagée entre la Pologne renaissante (un sixième du territoire actuel), la nouvelle Tchécoslovaquie (4% du territoire actuel), la Roumanie (5%) et la Russie soviétique (74%). L'Ukraine est alors située au centre de conflits qui opposent l'Armée de la République Ukrainienne menée par Symon Petlioura, l'Armée Rouge des bolcheviks conduite par Trotski, l'armée blanche de P. Wrangel et A. Dénikine, la Pologne et l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne de l'anarchiste Nestor Makhno, à l'origine de la Makhnovtchina⁽¹⁾, mouvement populaire libertaire du sud-est de l'Ukraine composé en grande partie de Cosaques zaporogues. Ce mouvement montre déjà les oppositions d'intérêts au sein de l'Ukraine, oppositions qui s'affirmeront à l'avenir.

Après la guerre soviéto-polonaise de 1920 et à la suite du traité de Riga signé en mars 1921, la Galicie avec Lviv pour ville principale et une grande partie de la Volhynie reviennent à la Deuxième République de Pologne. Le reste du territoire ukrainien se retrouve incorporé à l'Union soviétique, victorieuse sur les autres belligérants, en tant que République socialiste soviétique d'Ukraine avec Kiev pour capitale. On notera pendant cette période les assassinats de 40000 juifs dans des pogroms déclenchés par les troupes de Symon Petlioura, qui préfigurent ceux qui suivirent au cours du régime nazi.

FAMINES DE 1931-1933

En 1928, avec le premier plan quinquennal, le pouvoir soviétique remet en chantier la collectivisation de l'agriculture qui avait été suspendue entre 1921 et 1927. Cette collectivisation (kolkhoze) implique l'expropriation des "riches" paysans, les koulaks. L'exode rural produit une chute brutale de la démographie paysanne, et en conséquence, la production agricole de type féodal déjà faible s'effondre. Par ailleurs, la réquisition et l'exportation de produits agricoles par l'Union soviétique pour financer le développement industriel raréfie les approvisionnements disponibles pour nourrir la population. En Ukraine, à partir de 1932, en raison des limitations aux déplacements imposées, les familles paysannes connaissent la famine. Les paysans insurgés, parfois réunis en conseils élus, exigent l'arrêt de la collectivisation et de la dékoulakisation, et revendiquent même une «Ukraine indépendante». Plusieurs milliers de cadres communistes, accusés de favoriser les sentiments nationalistes, sont exécutés ou déportés. Pendant l'année 1933, à la faim s'ajoutent le typhus et le cannibalisme. À la fin de cette année-là, au terme de la famine, l'Ukraine apparaît



Régions historiques de l'Ukraine. (@Pline, wikimedia common)

comme une des régions les plus touchées par le désastre qui fit environ 2,8 millions de morts. Ces chiffres paraissent très sous estimés par plusieurs historiens alors que d'autres sont plus réservés compte tenu des archives soviétiques ouvertes récemment.

Depuis la fin des années 1980, cette famine est généralement désignée par le terme d'Holodomor. Parmi les nombreux historiens ukrainiens, les uns souscrivent à la thèse d'un génocide visant le peuple ukrainien, d'autres (rejoignant alors des historiens russes et occidentaux) parlent plutôt d'une stratégie visant à briser la résistance à la collectivisation des terres dans des régions aussi bien majoritairement ukrainiennes à l'ouest, que majoritairement russe à l'est.

De même, les historiens sont partagés quant à l'intention de Staline de créer une famine génocidaire pour supprimer le nationalisme ukrainien.

Le 28 novembre 2006, le Parlement ukrainien vote la qualification de génocide pour la grande famine, en rendant sa contestation passible de poursuites légales. Le Parlement européen a reconnu en 2008 le Holodomor comme un crime contre l'humanité, mais non un génocide. Jusqu'à 2011, 24 pays avec l'Ukraine ont reconnu le Holodomor comme un génocide, dont le Canada, les États-Unis, l'Espagne, la Pologne.

LES GRANDES PURGES

L'Ukraine fut concernée par les Grandes Purges. Au tournant des années 1937-1938, plus de 800 000 citoyens ordinaires sont arrêtés par le NKVD, la police politique du régime soviétique. La violence de cette campagne répressive dépasse toutes les violences précédentes par sa soudaineté, son caractère planifié et la diversité des populations touchées. Une fois jugés, les condamnés sont répartis en deux classes. La catégorie 1 re-

groupe les individus les plus hostiles destinés à être fusillés. La catégorie 2 concerne les éléments moins menaçants qui doivent être envoyés dans des camps de travail pour une durée de huit à dix ans.

Selon les données officielles, 15717 personnes sont condamnées en Ukraine en 1936, 159573 en 1937, et 108006 en 1938.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, l'Ukraine est la première des républiques socialistes soviétiques à être envahie par l'Axe en 1941, mais aussi la plus durement touchée. Kiev est occupée par l'Allemagne nazie à partir du 19 septembre. Bien que les Ukrainiens de l'Ouest approuvent l'arrivée des Allemands, puisqu'un certain nombre s'engagent alors dans les forces de police, la légion ukrainienne, le 201^{ème} bataillon Schutzmannschaft, l'armée de libération de l'Ukraine, l'armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), les Hiwis, et la 14^{ème} division de la Waffen SS. Les dirigeants nazis choisissent en Ukraine une ligne dure par la déportation des populations locales vers l'Allemagne comme main-d'œuvre forcée, et engagent la solution finale de la question juive: Les 29 et 30 septembre 1941 a lieu le massacre de Babi Yar où des membres de l'Einsatzgruppe C, une unité mobile d'extermination, assistés par deux régiments de police et des nationalistes ukrainiens, ouvrent le feu: 33371 hommes, femmes et enfants juifs y sont assassinés par balles. Entre 1941 et 1944, près d'un million et demi de juifs d'Ukraine seront assassinés de la sorte. Dans ces conditions, les Ukrainiens des régions orientales résistent à l'occupation nazie et forment les premiers détachements de partisans soviétiques en Ukraine. Bien que leur objectif soit de libérer l'Ukraine, les troupes de l'UPA dirigées par Stepan Bandera les combattent aux côtés des nazis.

Le principal objectif de l'UPA est de mettre en place un état ukrainien indépendant de l'URSS. C'est pourquoi il joue la carte de la collaboration avec les Allemands, avec zèle, en s'engageant dans des actions hostiles aux autres groupes ethniques dans la région (Polonais, juifs, Tchèques).

On estime que ces opérations ont fait près de 70000 victimes, principalement des femmes et des enfants ainsi que des hommes non armés, au cours de la campagne du printemps et de l'été 1943.

Les Allemands proposent en 1943 la création d'une division de Waffen-SS, composée de volontaires ukrainiens et destinée au combat régulier

- • • sur le front est. Ainsi, la création de la Division SS Galicie est annoncée le 28 avril 1943 et elle compte jusqu'à 26000 soldats, 82000 hommes ayant postulé.

À la fin de la guerre, les Ukrainiens prisonniers sont envoyés dans un camp en Italie, où, suite à l'intervention du Vatican qui estime que les soldats de ces divisions sont de «bons catholiques et de tradition anticommuniste», ils passent de "prisonniers de guerre" à "personnel ennemi qui s'est rendu".

Lors de la période de reconstruction du Donbass, après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux ouvriers russes sont venus repeupler la région pour travailler dans les mines, bouleversant une fois de plus sa composition culturelle: en 1926 en effet, il n'y a encore que 639000 russes, alors qu'en 1959, cette population passe à 2,55 millions.

Les troupes spéciales du NKVD mettent dix ans à venir à bout de la résistance de l'armée ukrainienne en Galicie. En 1954, pour marquer le 300^{ème} anniversaire du traité de Pereïaslav⁽²⁾, Khrouchtchev transfère la Crimée à la RSS d'Ukraine. Ce transfert territorial a pour conséquence de renforcer le nombre de russophones dans la population.

LA FIN DE L'URSS

En 1986, dans la ville de Tchernobyl, une catastrophe nucléaire a lieu dans sa centrale, qui contamine non seulement l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie, mais aussi les autres pays d'Europe.

À la chute du régime soviétique, l'indépendance complète de l'Ukraine est proclamée le 24 août 1991 et confirmée par le référendum sur l'indépendance organisé le 1^{er} décembre 1991: 90,5% d'électeurs votent pour l'indépendance.

Elle hérite des territoires que l'URSS avait attribué à la République socialiste soviétique d'Ukraine et des populations présentes sur ces territoires:

- les Ukrainiens constituent 78% de la population;
- les russes environ 17% ;
- les autres minorités sont les biélorusses de Polésie, les Roumains moldaves, les Bulgares du Boudjak, les Hongrois de Ruthénie subcarpatique, les Polonais de Galicie, les Arméniens tcherkessogaïs, les Grecs pontiques, les Allemands de la Mer Noire, les Tatars de Crimée, les juifs ashkénazes et les Roms.

⁽²⁾NDLR: En 1654, le soulèvement de Khmelnytsky consomme la rupture entre la Pologne et les Cosaques zaporogues. C'est dans ce contexte que la Russie propose son appui via le traité de Pereïaslav, et sa protection aux Cosaques, ouvrant la voie à la guerre russo-polonaise (1654-1667).

Des communautés dites cosaques se sont à nouveau reformées, et bénéficient d'une reconnaissance officielle en tant que Cosaques enregistrés de la Fédération de Russie. Dans la crise ukrainienne de 2014, les volontaires cosaques forment une importante force armée pro-russe, parfois aidée de milices orthodoxes originaires des Balkans, notamment serbes.

DISSIDENCES AU SEIN DE L'UKRAINE. LES PROVOCATIONS.

Le second tour de l'élection présidentielle de 2004 oppose Viktor Ianoukovytch à Viktor Iouchtchenko. C'est la victoire du premier qui est annoncée, mais le second dénonce des fraudes, donnant lieu à un mouvement populaire, la Révolution orange. Après de nouvelles élections, le 23 janvier 2005, Viktor Iouchtchenko devient le troisième président de l'Ukraine post-soviétique. La révolution bénéficie du soutien de nombreux gouvernements occidentaux, dont celui des États-Unis et de financements d'organisations américaines. Elle mobilise plus d'un demi-million de manifestants à Kiev et à travers le pays pendant une quinzaine de jours. D'un point de vue géopolitique, la révolution orange marque un rapprochement de l'Ukraine avec l'OTAN et avec l'Union européenne.

La logistique de cette manifestation semble avoir été largement prévue par les organisations Pora et Znayu, ayant des liens avérés avec le mouvement Otpor qui avait réussi à faire chuter l'ex-président serbe Slobodan Milosévic en juillet 2000, et s'était déjà impliqué dans la révolution des Roses géorgienne de décembre 2002, ainsi que dans les tentatives de renversement du régime biélorusse de 2001 et 2004. Ces organisations sont alimentées par des sociétés occidentales.

Viktor Iouchtchenko a entériné en 2010 un décret pour reconnaître à titre posthume le statut de «Héros de l'Ukraine» à Stepan Bandera ainsi qu'aux principaux membres de l'UPA, provoquant des manifestations de protestation dans les régions de l'Est de l'Ukraine, en Pologne, en Israël, et dans la Fédération de Russie, ainsi que la désapprobation et des mises en garde du Parlement européen et d'associations d'anciens combattants en Europe. Les collaborateurs, en particulier Stepan Bandera, incarnent des figures ambivalentes dans la culture de l'Ukraine contemporaine: d'un côté, ils sont responsables d'atrocités au nom de l'idéologie nazie, de l'autre, ils ont mené l'Ukraine à son indépendance face à l'Union soviétique.

Le parlement de Kiev a voté en 2015 une loi qui déclare héros de la libération les deux organisations paramilitaires OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) et UPA, et institue des sanctions légales pour quiconque remettrait en cause ces statuts.

Ainsi, Iouchtchenko est à l'origine des premières politiques mémorielles nationales visant à marginaliser les identités des pro-russes à l'est et au sud de l'Ukraine, en privilégiant l'interprétation historique et la mémoire nationaliste, plus en phase avec les aspirations de l'Ukraine occidentale.

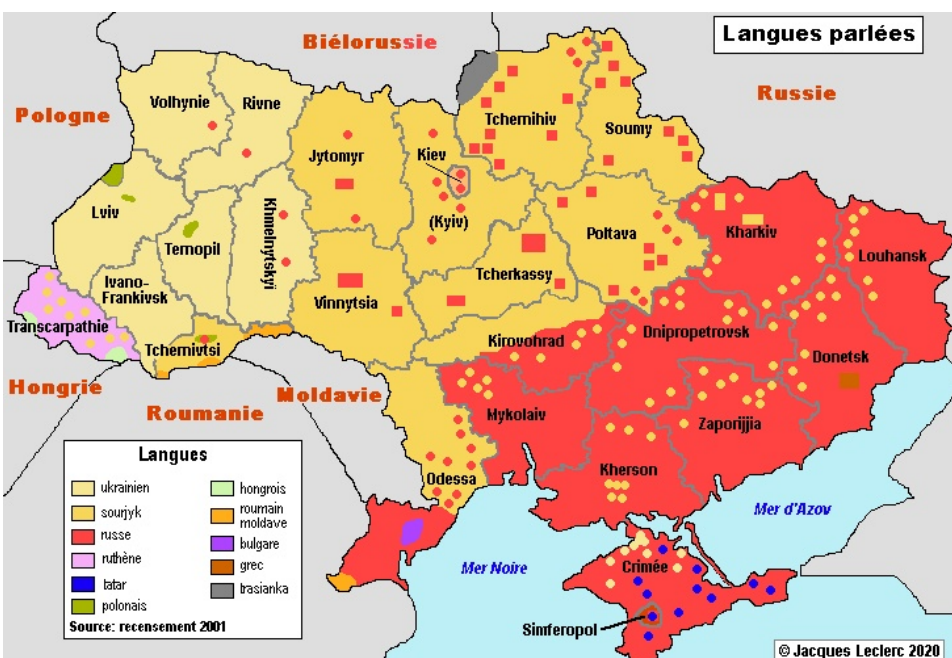
En Mai 2021, un sondage estimait que 70% des ukrainiens occidentaux et 11% des ukrainiens orientaux avaient une opinion favorable concernant la reconnaissance de Bandera comme figure historique.

Entre la Russie et l'Ukraine les rancunes foisonnent. La Russie reproche la « Shoah par balles » et la collaboration avec l'Allemagne nazie, et l'Ukraine met en avant les crimes soviétiques du xx^e siècle comme la terreur rouge, les grandes purges et les famines. Dans ce contexte délétère, une partie des Ukrainiens voient leurs nationalistes, y compris les collaborateurs, comme des héros qui ont osé s'opposer à Staline, en occultant "pudiquement" les massacres auxquels ils ont pu participer, réduits au statut de « dégâts collatéraux ».

Après la révolution ukrainienne de 2014, des milices ukrainiennes à tendance néo-nazie sont apparues ou se sont révélées, et ont pour certaines intégré l'armée régulière comme le régiment Azov ou le bataillon Centuria. Le régiment Azov a ensuite créé son propre parti politique en 2016, dirigé par son commandant, le néo-nazi Andri Biletsky. Les membres de Centuria, comme le reste des cadets et officiers de l'académie, bénéficient d'un entraînement supervisé par des militaires américains, et participent à des exercices conjoints avec la France, le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne, la Pologne et les États-Unis.

En 2010, Ianoukovytch, chef de l'opposition, pro-russe remporte l'élection présidentielle et prend ses fonctions le 25 février de la même année. En novembre 2013, l'Ukraine décide finalement, en raison de pressions russes, de refuser l'accord avec l'Union européenne et de relancer un dialogue actif avec Moscou. Ce revirement entraîne d'importantes manifestations pro-européennes à Kiev entre le 18 et le 23 février 2014, appelées révolution de Maïdan, ou révolution de la Dignité, qui rassemblent au moins 100000 personnes sur les places Maïdan et de la mairie, et avec comme mot d'ordre la démission du président Viktor Ianoukovytch.

Dans la semaine du 17 février 2014, les manifestations sont durement réprimées causant la mort de 82 personnes et faisant 622 blessés. Le 22 février, le Parlement vote la destitution du président Ianoukovitch.



Tendances linguistiques par région en Ukraine.

« Seule une part relativement faible des Ukrainiens maîtrise réellement l'ukrainien standard. Mais tous parlent soit l'ukrainien urbain, soit une variété dialectale de l'ukrainien, soit le sourjyk. Le sourjyk consiste non seulement en un mélange des langues, mais aussi à l'usage de l'ukrainien et du russe en alternance, y compris au cours d'une même conversation, souvent avec le même interlocuteur. »

Source: <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-1demo.htm>
Reproduit avec autorisation de l'auteur

S'ensuit une crise diplomatico-militaire concernant la Crimée, où des troupes pro-russes, sans uniformes identifiables, prennent le contrôle de cette région ukrainienne. Un référendum d'auto-détermination est organisé et le 18 mars 2014 la Crimée est rattachée à la Russie, même si la légitimité internationale de cette action n'est pas reconnue. Le gouvernement ukrainien accuse la Russie « d'invasion » et d'« occupation armée », tandis que la

- ● ● Russie nie la présence de soldats russes en Crimée et affirme que ces soldats sont des «forces locales d'auto-défense».

Le soulèvement pro-russe dans l'est du pays, le long de la frontière russe, où les russophones et les partisans de l'ancien président Viktor Ianoukovytch sont les plus nombreux, se déroule contre le nouveau pouvoir ukrainien. Il se manifeste notamment par l'apparition en avril 2014 de deux républiques sécessionnistes proclamées par la «Milice populaire du Donbass»: la République populaire du Donetsk et la République populaire de Lougansk, qui s'unissent le 22 mai 2014 en une Union des républiques populaires.

Le 27 juin 2014, le nouveau président Petro Porochenko, signe un accord de libre échange avec l'Union Européenne à Bruxelles.

Le protocole de Minsk (Biélorussie) est un accord signé le 5 septembre 2014 par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la république populaire de Donetsk (DNR) et de la république populaire de Lougansk (LNR) pour mettre fin à la guerre en Ukraine orientale, sous l'assistance de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Lors du second sommet à Minsk tenu sous l'égide de l'OSCE, le 11 février 2015, les dirigeants de l'Ukraine, de la Russie, de la France et de l'Allemagne se sont mis d'accord sur des mesures concernant la guerre du Donbass, suite à l'échec du précédent protocole.

L'accord Minsk II non appliqué durant la présidence ukrainienne de Petro Porochenko car il impliquait de reconnaître une légitimité et un statut spécial aux séparatistes, a été relancé en décembre 2019, lors d'une rencontre entre Volodymyr Zelensky, élu président de l'Ukraine en avril 2019, et les chefs d'États et de gouvernement allemand, français et russe. Depuis 2014, environ 14000 personnes sont mortes dans ce conflit.

Puis V. Zelensky a demandé au début de l'année 2021 le soutien de l'OTAN et de l'Union européenne et une accélération du processus d'intégration de l'Ukraine, à rebours de sa politique depuis le début de son mandat. Washington a annoncé un soutien supplémentaire de 150 millions de dollars à Kiev, et a réitéré son soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN malgré l'opposition ferme de l'Allemagne.

En dehors des dirigeants russes qui ont prévenu que l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN serait inacceptable pour la Russie, après l'extension des implantations de bases militaires de l'OTAN dans les pays de la CEI⁽³⁾, certaines personnalités occidentales ont alerté sur la provocation que constitue ce projet: Jack F. Matlock Jr., ancien ambassadeur des États-Unis en Union soviétique, George Kennan, célèbre stratège de la Guerre froide, Bill Burns, ex-directeur de la CIA, Henry Kissinger, ex-secrétaire d'État de Richard Nixon, Malcolm Fraser, ex-Premier ministre aus-

⁽³⁾ La Communauté des États Indépendants est une organisation intergouvernementale composée en 2020 de neuf des quinze anciennes républiques soviétiques

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

N'OUBLIEZ PAS D'OUBLIER LA GRANDE RELÈVE PARTOUT OÙ VOUS SOUHAITEZ QU'ELLE SOIT LUE !

*S'abonner est le meilleur moyen de **soutenir ce journal** qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.*

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant le numéro d'échéance de leur abonnement: nous l'indiquons sur l'enveloppe d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève !

É. Pessel 73€ - M. Doubre 33€ - S. Duquay 33€ - J.J. Bouchard 13€ - J. Chef d'homme 3€ – **Merci à tous!**

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le recevoir et à le diffuser.

tralien, John Mearsheimer, universitaire de renom, Robert Gates, ex-secrétaire américain à la Défense, William Perry, secrétaire à la Défense de Bill Clinton, Noam Chomsky, professeur américain, Vladimir Pozner, journaliste russo-américain, Jeffrey Sachs, économiste libéral, Sir Roderic Lyne, ex-ambassadeur britannique en Russie.

COMMENTAIRES

Pendant le xx^e siècle, le besoin d'indépendance ukrainien a tendu les rapports avec la Russie. Et l'Union soviétique du dictateur Staline n'a pas arrangé la situation, en faisant payer très cher cette velléité. Répressions, famines, déportations, exécutions, ont accentué cette tension, si bien que l'Ukraine a profité de l'invasion de la Russie par les Allemands en 1941 pour tenter d'obtenir de ce fait leur indépendance. La défaite de l'Axe a entraîné une épuration sévère en Ukraine contre l'armée insurrectionnelle de Stepan Bandera jusqu'à la mort de Staline, où une loi d'amnistie est proclamée par Nikita Khrouchtchev.

La chute de l'URSS en 1991 et la volonté des États-Unis de la disqualifier politiquement et économiquement va permettre les déclarations d'indépendance de nombreuses républiques limitrophes de la Russie, dont l'Ukraine. C'est alors que les différences culturelles historiques ressurgissent attisées par l'occident. Les tensions politiques internes aboutissent à des troubles populaires entraînant, d'un côté un rapprochement commercial avec l'UE et une demande d'intégration, de l'autre le rattachement par référendum de la république de Crimée à la Russie et la proclamation d'autonomie des régions pro-russes de l'Est, ce qui déclenchera la guerre du Donbass.

Le non-respect effectif des deux accords de Minsk, l'avancée de l'OTAN sur les territoires limitrophes à la Russie, avec les promesses et le projet d'y intégrer l'Ukraine mettent la Russie sous pression.

La guerre est aujourd'hui présente sur le territoire ukrainien. Les victimes ne sont assurément pas les oligarques et les dirigeants politiques responsables de ce conflit armé inacceptable. En réalité, que constatons-nous après l'étude de l'histoire de l'Ukraine et de la Russie? Constata-tion qui concerne aussi les pays occidentaux et même ailleurs dans le monde. Il s'agit de conflits liés au besoin insatiable de pouvoir de certains, soit pour le faire valoir, soit pour se l'approprier, soit pour le protéger. Et de tout temps les peuples en sont les principales victimes. L'individu contaminé par le pouvoir s'octroie et a recours aux

moyens de s'imposer par la force et la soumission. En temps normal, que recherche le peuple quotidiennement, sinon la paix, de quoi manger, s'abriter et élever sa famille correctement. Qu'est ce qui détermine ces prises d'opinions responsables de conflits, de soulèvements, de révolutions, de pogroms, etc.? Le besoin de pouvoir de certains, et les intérêts d'autres. Anatole France avait tout compris: "*On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels*". Quand l'accession au pouvoir est compliquée ou que les intérêts commerciaux sont bloqués, la propagande et les mensonges pleuvent sur la population afin de l'amener à réagir dans le sens voulu. Comment? Nous l'avons vu lors de la pandémie de Covid-19: en répandant la peur, en diabolisant la menace. En réponse, que fait l'ennemi? Menacé dans son hégémonie, il renchérit et applique une propagande angoissante sur sa population pour la conditionner dans son sens.

La peur ne facilite pas la raison et la réflexion, mais plutôt l'instinct de protection et la réponse passionnelle. Dans ce cas, la nuance n'existe plus, l'affect l'emporte et conduit au manichéisme le plus primaire. Le troupeau est alors formé et entouré par les chiens, il se voit obéir docilement aux injonctions des bergers.

Il n'existe aucune démocratie réelle dans le monde. L'humanité est aux mains de dictateurs et d'oligarchies en tout genre. L'existence d'un territoire, si d'abord il sert le besoin d'appartenance des peuples, représente malheureusement aussi le domaine d'exercice du pouvoir de profiteurs sur une population. Or, quelle est l'origine du besoin de pouvoir sinon un problème psychologique?⁽⁴⁾ Faut-il confier notre destin à des individus perturbés? Et pourquoi oublie-t-on le syndrome d'Hubris? Seuls des malades mentaux ont recours à la guerre en sachant manipuler les populations, en les exhortant contre les soi-disant menaces d'ennemis quitte à avoir recours à des chocs émotionnels comme par exemple l'assassinat du prince héritier, le Lusitania, Pearl Harbor, des pseudo-armes chimiques, etc. Rien ne les arrête et les peuples naïfs tombent dans les panneaux, prêts à se sacrifier pour des psychopathes ivres de pouvoir et d'égotisme.

Le pouvoir est donc affaire d'équilibre, de répartition des forces et des tensions, de contrôles et de contre-pouvoirs. C'est une dynamique constante, que l'on retrouve dans tous les groupes, qu'ils s'appellent sociétés, partis, associations, cellules familiales, entreprises... Le pouvoir est trop dangereux pour le confier à une personne ou à quelques-unes. Il ne doit pas quitter les mains des peuples.



⁽⁴⁾NDLR: Voir par exemple à ce sujet le livre *La ponéologie politique : Etude de la genèse du mal*, d'Andrew M. Lobaczewski, aux Éditions Pilule rouge, 2006.

- • • L'histoire des peuples n'est faite, comme nous venons de le lire, que d'invasions, de massacres, de rebellions, de révolutions, de famines provoquées, de terreurs, de répressions, etc. Toutes les victimes le sont à cause des manipulations exercées par les gens de pouvoir.

Tous ces prétextes fallacieux ne sont que des croyances néfastes. Les seules vérités humaines ne sont que la paix, la coopération, l'entraide, l'amitié, la famille et le bonheur des générations futures. La vie individuelle est naturellement courte. Des accidents, des maladies la menacent suffisamment pour ne pas la risquer en acceptant les mensonges proférés par les manipulateurs.

N'y a-t-il pas suffisamment de menaces qui se profilent à l'horizon et qui concernent toute l'humanité? Changement climatique, crise énergétique, épuisement des ressources, pollutions, pandémies, pauvreté, capitalisme, auxquelles il va falloir se consacrer tous ensemble, pour trouver des solutions globales, la plupart désormais dans l'urgence? Au regard de ces menaces générales, une guerre entre deux nations, quelles que soient l'importance des causes, apparaît comme une futilité grossière, une imbécilité grandiose, qui ne fait que discréditer la valeur de l'humain.

Arrêtons les échanges et les manigances commerciaux, mais partageons! Arrêtons les gâchis de production dus au marché mondial, mais planifions et distribuons! Arrêtons cette concurrence infantile et traumatisante, mais organisons nous pour optimiser les productions en les répartissant judicieusement. Aujourd'hui, au lieu de se battre comme de sales gamins inconscients, il est urgent, si l'humanité veut poursuivre son chemin dans les meilleures conditions, de faire table rase de l'Histoire, produit d'une enfance à analyser et à dépasser, de détruire toutes les armes, de réformer la conception des frontières, de planifier et de distribuer les productions suivant les besoins, d'homogénéiser la richesse en fonction de la demande, etc. Soyons des adultes... Bordel! Ne laissons pas notre responsabilité, notre liberté, aux mains d'individus infantiles et manipulateurs!

généiser la richesse en fonction de la demande, etc. Soyons des adultes... Bordel! Ne laissons pas notre responsabilité, notre liberté, aux mains d'individus infantiles et manipulateurs!

L'on peut aussi s'interroger sur l'origine de cette compassion soudaine pour les Ukrainiens, qui ne s'est curieusement pas manifestée ou si discrètement pour les kosovars, les irakiens, les yéménites, les libyens, les syriens, etc., ou pour défendre certains professionnels de la santé privés de revenus, considérés quelques mois auparavant comme des héros. La propagande manipulatrice est donc si efficace! Les préoccupations en faveur de l'Ukraine ont miraculeusement effacé celles envers la pandémie de Covid-19 et de sa gestion désastreuse, à quelques semaines de nos élections présidentielles.

L'implication des peuples en politique devient absolument nécessaire. Ils doivent prendre en mains leur destin afin d'éviter qu'ils deviennent les moutons de ceux qui ambitionnent des carrières de bergers assoiffés de pouvoir, mégalomanes, et privilégiant ceux par qui ils ont obtenu leurs sceptres, les oligarques. C'est aux peuples d'écrire des constitutions de façon à les protéger des chefs et de toute hiérarchie. Le maintien de la paix en dépend. Certains peuples ancestraux y étaient parvenus. Etaient-ils plus intelligents, plus matures?

Si au moins cette guerre fomentée par des débilés, au profit de non moins débilés, pouvait ouvrir les yeux des peuples sur la dangerosité de ceux qui se prétendent nos représentants, et prendre conscience de leurs influences néfastes et toxiques pour s'approprier le pouvoir.

François CHATEL

Note: L'ensemble des informations historiques qui figurent dans cet article sont issues de Wikipédia.

Votre dernier n° [1224] est prodigieux, vous et vos contributeurs dites ce qui est pour moi, à défaut de l'exprimer aussi bien, la stricte réalité de notre monde, de notre époque. œuvrons par résistance et tentons toujours d'entraîner les pouvoirs !

S. B., Paris

Je viens reprendre mon abonnement très ancien à la Grande Relève. J'ai connu Marie-Louise dans les Pyrénées-Orientales et reste profondément fidèle à sa revue.

F. L., Aix en Provence

La réception de la Grande Relève en juillet a été une belle surprise, en même temps qu'une triste nouvelle avec le départ de votre mari Jean-Pierre.

Ayant cette année nous aussi 60 ans de mariage, mon épouse et moi-même pouvons très bien imaginer l'absence et le vide que vous

devez ressentir. Heureusement vos fidèles collaborateurs de la GR sont toujours là, vos fidèles lecteurs aussi. Courage donc, comptez bien sur notre soutien dans votre combat pour une humanité solidaire et partageante, un combat plus indispensable aujourd'hui que jamais.

À propos de la crise Covid, j'ai récemment lu "Le jour d'après" de Philippe de Villiers (quelqu'un que je ne lis jamais et qui n'est sûrement pas non plus votre auteur préféré!) suite à une présentation par Kairos ('journal antiproductiviste pour une société décente'), que vous connaissez peut-être.

Au-delà de ses illusions souverainistes étriquées, de sa nostalgie

d'une France qui n'existe plus, de certaines idées qui ressemblent un peu trop à celles du RN, et malgré son langage verbeux parfois agaçant, Philippe de Villiers nous rend service: par son "voyage dans la coulisse" et son analyse lucide d'évènements et de documents de première main (avant tout le livre de K. Schwab 'The Great Reset' [La Grande Réinitialisation]), il nous donne la preuve que la gestion sanitaire absurde et désastreuse de la crise Covid n'est que l'application très volontaire et rigoureuse d'un programme pensé depuis longtemps. Cette gestion n'est désastreuse que pour les populations, elle est par contre pleine de sens et de profits pour ceux qui détiennent le vrai

pouvoir et manipulent les décideurs politiques, pour ceux qui rêvent d'un gouvernement mondial dirigeant les troupeaux d'humains abrutis et "augmentés".

Ce livre me semble précieux pour ceux qui veulent mieux comprendre les dessous de la situation très critique dans laquelle nous nous trouvons, et prendre conscience de l'avenir numérisé et inhumain qui s'installe sournoisement dans l'indifférence (quand ce n'est pas dans la franche approbation) de la majorité de nos concitoyens.

M. D. Belgique

• **TARIFS D'ABONNEMENT (11 NUMÉROS)**

France, régime intérieur pour la Poste27 €
(soutien: + 18 €, pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros)

DOM30 €
TOM32 €

Régime international, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014:

Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, ...)...32 €
Zone 2 (Autres pays européens).....32 €
Zone 3 (Canada, États-Unis,...).....34 €
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...).....34 €

• **RÈGLEMENTS**

Par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de:

La Grande Relève
et envoyé au :
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France

Par virement bancaire:

N° de compte à la Banque Postale: 1340239M020
IBAN: FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC: PSSTFRPPPAR

- Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour série(s) de 11 numéros.
- Je m'abonne à exemplaire(s) à partir du N°
- Je commande les ouvrages suivants (Titre × nombre d'exemplaires):

.....
.....

Voici comment rédiger mon adresse postale (merci d'écrire en majuscules bien lisibles):

M. ou Mme PRÉNOM, NOM:
IMMEUBLE (éventuellement):
N° et VOIE:
CODE POSTAL ET COMMUNE:
PAYS:

Mon @dresse électronique:

J'envoie la somme de: euros.

- Par chèque N° préciser la banque:
- Par virement bancaire.

Date :

Signature :

CE QUE NOUS PROPOSONS

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR

Des livres de Jacques Duboin et de Marie-Louise Duboin ont été numérisés et mis à disposition en téléchargement sur notre site Internet, section "Livres numériques". Ils sont au format ePub et en PDF, et peuvent notamment être lus sur les liseuses. N'hésitez pas à les partager à vos connaissances!

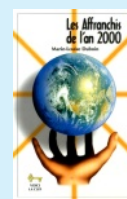
• DE JACQUES DUBOIN

- *La grande relève des hommes par la machine*, 1932
- *Kou l'ahuri ou La misère dans l'abondance*, 1934
- *Libération*, 1936
- *Rareté et abondance*, 1945
- *Économie distributive de l'abondance*, 1946
- *L'économie distributive et le péché originel*, 1949
- *Les yeux ouverts*, 1955
- *Pourquoi manquons-nous de crédits?*, 1961

• PLUS RÉCEMMENT, DE M.-L. DUBOIN

- *Les Affranchis de l'an 2000*, 1985

Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société.



- *Mais où va l'argent?*, 2007

L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.



La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction : Yohann GRELIER

Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Imprimé par média graphic

(SCOP labélisée Imprim'Vert, impression avec encre végétale, papiers FSC ou PEFC)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot – 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site Internet : www.economiedistributive.fr

Tarifs et bulletin d'abonnement au dos de cette page.